

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 09/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLIANCE ANCENIS

ZI de l'Hermitage
44154 Ancenis-Saint-Géréon

Références : 2024.00011
Code AIOT : 0006311609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement GALLIANCE ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage 44154 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôles (site prioritaire à inspection annuelle)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLIANCE ANCENIS
- ZI de l'Hermitage 44154 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006311609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Abattoir de volailles ouvert fin 2022

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection courante et suivi des actions mises en place suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection de 2022,
- action nationale « sécheresse » 2023

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 2.3.1	Sans objet
3	Impact sur le trafic routier	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.1.5	Sans objet
5	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.2.1	Sans objet
10	Rejets dans une station collective	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.5.2.1	Sans objet
11	Rejets de substances dangereuses (RSDE)	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 10.2.2.1	Sans objet
12	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.5.4	Sans objet
17	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.3.1	Sans objet
18	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.4.1	Sans objet
20	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.5.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique de la nomenclature des installations classées	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 1.2.1	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.1.1	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.2.4	Sans objet
7	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.1	Sans objet
8	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.4	Sans objet
9	Aménagement du point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.6.2	Sans objet
13	Installations internes d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 5.1.3	Sans objet
14	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 6.1.1	Sans objet
15	Plan d'intervention ou PER	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.2.1	Sans objet
16	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.2.4	Sans objet
19	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 8.4.2	
21	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.2	Sans objet
22	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.3	Sans objet
23	Réserves d'eau contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.4	Sans objet
24	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.6	Sans objet
25	Bruit	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 10.2.7	Sans objet
26	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 11.4	Sans objet
27	Installations à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.8	Sans objet
28	Prescriptions Sécheresse AP site	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.3	Sans objet
29	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.4	Sans objet
30	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.4	Sans objet
31	Autorisation de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.1	Sans objet
32	Volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.5	Sans objet
33	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 09/02/2021, article 2.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments observés, l'abattoir Galliance Ancenis est globalement exploité dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE du site du 09/02/2021 ainsi que celles de l'arrêté complémentaire du 02/07/2021.

Des non-conformités ont cependant été observées concernant la tenue du site, notamment le déversement de graisse de maintenance sur l'herbe à proximité du local de sprinklage ou la présence de nombreux stockages extérieurs, le suivi des eaux et la sécurité.

Des documents sont par ailleurs à transmettre (PER, rapport complet sur le trafic routier, rapports de suivi environnemental).

Informations complémentaires suite à l'inspection :

En ce qui concerne le déversement de graisse sur l'herbe à proximité du local de sprinklage, l'exploitant a déplacé le bidon dans le container installé devant le local de maintenance (fermé et sur rétention). Une commande a été validée pour réaliser une analyse de terre sur la zone concernée (informations transmises les 05/01 et 09/01/2024).

L'exploitant s'est engagé à éliminer le bidon et les éventuelles terres concernées selon la filière adaptée et à transmettre à l'inspection un bordereau de suivi des déchets dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique de la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : Respect des quantités autorisées
Constats : - Volumes d'abattage et de découpe transmis pour l'année 2023 : pour l'abattage : 138 t/j en moyenne, le tonnage maximal de 220t/j n'est dépassé sur aucune journée pour la découpe : 48 t/j en moyenne, le tonnage maximal de 140t/j de produits finis n'est dépassé sur aucune journée - Point en séance fait par l'exploitant : - abattage : 150t/j en moyenne - découpe : 66t/j en moyenne - pas de changement pour les chaudières (2910) ni pour l'ammoniac (4735) - pas d'utilisation d'oxygène (la cuve prévue n'a pas été installée) mais l'exploitant souhaite conserver le classement dans la rubrique 4725 - pas changement pour les rubriques IOTA - en ce qui concerne le stockage de barquettes, le site est classé en déclaration sous la rubrique 2662 pour 430 m ³ ; le volume actuel maximal stocké (en période de fin d'année) est de 680 m ³ , le seuil de l'enregistrement n'étant pas atteint, le classement du site dans cette rubrique est inchangé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Tenue du site et de ses abords
Constats : - les espaces verts sont bien tenus (clôturés et entretenus par des moutons) ; - tous les locaux observés sont bien tenus et propres ; - moins de plumes qu'en 2022 ont été observées près du filtre aspirant (le temps pluvieux du jour de l'inspection ne permet pas une comparaison significative) mais il en reste près du local plumes ; - les travaux du site sont finalisés et les déchets liés à ceux-ci ont été enlevés ; cependant de nombreux matériaux ou équipements sont stockés autour du site ; - un bidon de graisses de maintenance rouillé et en partie déversé sur le sol (herbe) a été observé près du local de sprinklage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Impact sur le trafic routier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances
Prescription contrôlée : L'impact du trafic routier lié aux activités du site sur les routes départementales RD723 et RD923 seront mesurés dans l'année suivant la mise en service des installations.
Constats :

La mesure de l'impact du trafic routier lié aux activités du site sur les routes départementales RD723 et RD923 a été réalisé. Une partie du rapport a été transmise en février 2023 mais sans véritable évaluation de l'impact du site Galliance (étude globale pour l'installation d'un carrefour giratoire).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Absence d'émissions pouvant présenter un risque pour la santé
Constats : - aucune odeur d'ammoniac n'a été perçue dans la salle des machines ; il subsiste un bidon d'huile stocké devant les grilles d'aération de la salle (celui-ci est utilisé pour bloquer le volet et limiter le froid sur la pompe à chaleur) ; - l'atelier de charge d'accumulateur est correctement ventilé (ouverture basse et ventilation mécanique en hauteur).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Présence de consignes relatives aux périodes de démarrages et d'arrêts des chaudières
Constats : - le carnet d'entretien des chaudières a été consulté sur place ; - les consignes relatives aux périodes de démarrages et d'arrêts des chaudières n'ont pas été présentées
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
Constats : Les rapports des opérations de surveillance/maintenance de chacune des chaudières réalisées par le prestataire ont été transmis (06/02/2023 - 24/04/23 - 11/07/2023 - 09/11/2023) : valeurs de NOx conformes Nettoyage et maintenance le 09/11/2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée : Consommation d'eau journalière
Constats : Alimentation uniquement par le réseau public (disconnecteurs observés dans la chaufferie – dates de vérification conformes) Les relevés de la consommation d'eau journalière sont manuels pour l'instant (extractions à partir de la GTC, cela permet de réagir en cas de dérive mais l'exploitant prévoit de l'optimiser par un relevé automatique des compteurs). L'exploitant a mis en place un suivi de la consommation générale du site et de sous-compteurs avec un suivi des dérives (surconsommations par rapport aux valeurs habituelles (centile 80)) pour chaque compteur. Une fuite d'eau a été observée dans le local des produits de nettoyage des camions ; l'exploitant indique avoir commandé le matériel pour la réparer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : État du dispositif de prétraitement
Constats : Un suivi par GTC de la hauteur du poste de relevage, des paramètres avant entrée dans le bassin tampon et du volume évacué vers LVA est réalisé. Les déchets de dégrillage sont évacués vers une société adéquate (tableau de suivi des tonnages évacués en 2023 transmis) Eaux usées industrielles : Bons de travaux transmis pour des interventions les 21/06, 27/10/2023 et 27/11/2023 avec curage des « égouts » et évacuation des déchets. L'ensemble du réseau du site est nettoyé au moins une fois par an (nettoyage d'une partie du site à chaque intervention)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Aménagement du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Conformité du point de rejet
Constats : Un appareil de mesure (pH, débit, température et équivalent DCO) est installé au niveau du bassin tampon. Le point de prélèvement (canal de mesure) des eaux émises par Galliance est situé à l'entrée du site LVA (photo transmise). Les analyses sont réalisées par le laboratoire de LVA (prévu par l'article 2-3-1 de la convention de rejet de juillet 2022 entre LVA et Galliance – convention transmise).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets dans une station collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

Présence d'une convention de rejets et respect des valeurs limites d'émission (VLE)
Constats : Résultats d'autosurveillance transmis sur l'application GIDAF – quelques non-conformités ont été relevées mais sont expliquées. Pour ce qui est de la température, la valeur entrée n'est pas pertinente.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Rejets de substances dangereuses (RSDE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 10.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Positionnement sur les rejets de substances dangereuses dans les six mois suivant la mise en service de l'installation
Constats : Le positionnement de l'exploitant quant à ses rejets de substances dangereuses devra être réalisé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation : travail non réalisé, l'exploitant indique avoir une demande de devis en cours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Séparation des réseaux (absence d'eaux usées dans le réseau des eaux pluviales) et étude d'incidence des eaux pluviales
Constats : - fonctionnement du bassin d'orage et rétention incendie : une pompe renvoie les eaux stockées vers le réseau des eaux pluviales ; la pompe s'arrête automatiquement en cas de coupure de courant (rétention des EP dans le bassin) : le seul arrêt de la pompe en cas de coupure de courant n'étant pas suffisant, un asservissement à la détection incendie est en cours d'évaluation (engagement de l'exploitant de le réaliser au 31 mars). Article 10.2.2.2 : autosurveillance des eaux pluviales selon une fréquence au minimum annuelle : un devis pour la réalisation d'une analyse des eaux pluviales selon les paramètres de l'AP a été transmis Certificat préalable d'acceptabilité de déchets dangereux (boues du séparateur à hydrocarbures) valable de fin 2023 à fin 2024 transmis 2 séparateurs à hydrocarbures vidangés le 23/11/2023 (BSD transmis)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Installations internes d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Conformité de la conception et de l'exploitation des installations internes d'entreposage des déchets
Constats : Les registres de déchets dangereux et non-dangereux pour l'année 2023 ont été transmis. - Plusieurs zones de stockage sont présentes sur le site – seuls le stockage tampon devant l'atelier de maintenance et les bennes à proximité du local de sprinklage ont été observés.

- Les sous-produits de catégorie 3 (viscères bio et conventionnels et plumes) sont stockés dans des containers séparés dans un local fermé.
Un suivi des déchets dangereux issu de la démolition de l'ancien abattoir a été réalisé (amiante, fluides frigo – tableau transmis).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : Présence d'une liste et d'un plan de localisation des déchets dangereux
Constats : - La liste des produits dangereux présents sur le site a été transmise : bien qu'elle soit datée du 21/07/2021, elle a bien été complétée suite aux remarques de l'inspection précédente (quantités présentes et FDS ajoutées). Un plan de localisation des stockages de ces produits a été transmis. Le local des produits de nettoyage a été observé : les produits sont stockés sur rétention et regroupés selon leur nature. Les produits de maintenance sont localisés dans un container en extérieur avec rétention et affichage sur la porte des produits stockés. Les produits chimiques sont stockés dans des armoires extérieures à l'arrière du site ; celles-ci sont fermées à clé, équipées de rétention et les produits stockés sont identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan d'intervention ou PER

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Réalisation d'un Plan d'Établissement Répertoire (PER) en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans les six mois suivant la mise en service de l'installation
Constats : Deux visites du site ont été réalisées par le SDIS (14 et 28 juin 2023 – compte-rendu succinct transmis) ; l'installation a été considérée comme fonctionnelle. Des plans d'intervention ont été observés en entrée du site et sur des portes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Clôture et surveillance du site
Constats : Le site est entièrement clôturé et l'accès se fait par une barrière. Il est équipé d'une vidéosurveillance et, en dehors des horaires d'ouverture, est équipé d'une détection renvoyée vers une astreinte de la maintenance (point non vérifié lors de l'inspection). Les locaux techniques (dont TGBT) sont fermés et avec un accès restreint à quelques personnes autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 17 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre
Constats : - un stockage a été observé entre le local de maintenance et la chaufferie devant le panneau d'arrêt des installations, ce qui en empêche l'accès; par ailleurs le local de la chaufferie abrite des équipements sans lien avec le fonctionnement de l'installation - le stockage surnuméraire des emballages liés à l'activité de fin d'année limite le passage dans les allées du local de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Présence d'une étude ATEX et d'un affichage dans les zones à risque
Constats : - L'étude ATEX des zones à risques a été transmise (rapport du 01/03/2023) - Des affichages ont été constatés sur certaines portes des locaux concernés ; cependant leur localisation n'est pas optimale car trop générale – les zones ATEX d'un local ne sont pas suffisamment matérialisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Vérification des installations au moins une fois par an
Constats : - Rapport de vérification électricité - visite initiale du 20/03/2023 au 12/05/2023 (rapport transmis) : 16 observations relevées - Rapport d'examen des installations électriques par thermographie du 22/02/2023 avec délivrance du Q19 transmis - Q18 du 12/05/2023 transmis : les réparations en lien avec les non-conformités relevées sont sous-traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée :

Présence de rétentions adaptées aux produits stockés
Constats : Les produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau étaient tous stockés sur rétentions (bacs ou sol de la salle). Cependant un déversement de graisses de maintenance a été constaté sur l'herbe à proximité du local de sprinklage (voir point 3 – Propreté). Par ailleurs, la rétention dans le local à proximité de l'aire de lavage des camions était à moitié pleine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 21 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Présence d'une liste des moyens d'intervention
Constats : Rapports transmis : - poteaux d'incendie (22/03/2023) : bon état et débit contrôlé pour les 2 poteaux - extincteurs (28/09/2023) : 168 équipements contrôlés et réparés si besoin - commandes de désenfumage (02/10/2023) : 18 équipements contrôlés avec des observations pour certains d'entre eux - bâches d'incendie (22/03/2023) : bons état et accessibilité - RIA (22/03/2023) : 3 équipements contrôlés - vérification semestrielle du sprinklage (26/05/2023) : remarques notamment sur les distances des stockages en extérieur et dans la « zone palettisation expédition » - systèmes d'extinction automatique à gaz (08/11/2023) : vérification et maintenance Il est à noter que les locaux TGBT sont équipés d'un système d'extinction à l'azote.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Présence d'EPI adaptés aux risques
Constats : Des combinaisons et des masques sont disponibles dans deux armoires distinctes du local de maintenance. Les cartouches observées étaient conformes (valables jusqu'en 2026).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Réserves d'eau contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Indiquer le choix des réserves d'eau contre l'incendie (poteaux ou bâches)
Constats : Les réserves d'eau souples et les poteaux incendie n'ont pas été observés. Le local de l'installation de sprinklage est bien tenu. L'installation fait l'objet d'un essai hebdomadaire (tableau de suivi présent dans le local).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 8.8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : - deux exercices d'évacuation ont été réalisés les 23/01/2023 et 27/07/2023 (rapports transmis) - des affichages avec des consignes sur la sécurité ont été observés à plusieurs endroits du site. - plan du réseau RIA transmis - visites de 2 équipes du SDIS les 14 et 28 juin 2023 (compte-rendu transmis) - PER : un plan d'intervention aurait été transmis au SDIS – le document a été demandé à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 10.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances
Prescription contrôlée : Mesure du niveau de bruit en limites de propriété et de l'émergence aux points définis à l'article 10.2.7 dans les six mois suivant la mise en service de l'installation
Constats : Une mesure du niveau de bruit en limites de propriété et de l'émergence aux points définis à l'article 10.2.7 était à réaliser dans les six mois suivant la mise en service de l'installation : rapport du 26/11/2023 transmis suite à l'intervention du 02 au 03 novembre 2023 (analyse réalisée à plus de 6 mois du démarrage). Les résultats étaient conformes pour tous les points mesurés, que ce soit pour les niveaux de bruits en limite de propriété ou en émergence chez les riverains, en périodes diurnes et nocturnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 11.4
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires
Prescription contrôlée : Définir et faire valider par la DDTM44 les indicateurs biologiques de suivi et les protocoles liés aux mesures de compensation
Constats : Site de Varades : Premiers inventaires faits par la LPO sur le site compte-rendu de l'intervention de mars 2022 transmis) – nouveau contrôle prévu fin 2023 Une présentation des actions et du suivi réalisé par LPO a été faite par deux de ses membres lors de l'inspection. Le projet de la LPO était d'acheter des terres pour installer des agriculteurs en bio sur la commune (terrain en zone Natura 2000 - 12 ha). La LPO a évalué que les enjeux sur le site d'Ancenis n'étaient pas trop importants et avait déjà prévu des mesures sur le site avant la signature de l'arrêté préfectoral de l'abattoir. Les terrains sont gérés avec un usage en prairie permanente sans retournement, travail en bio sans pesticides (une productrice avec environ 15 vaches laitières), 8 ha pour de l'élevage en brebis

<p>viande et 2 ha gardés par la LPO (ripisylve en bordure d'un ancien bras d'eau – boisée et régulièrement inondé).</p> <p>Une partie des haies prévues a été plantée (1,5 km plantés en espèces locales et résistantes au changement climatique) – plantation du reste en cours + réhabilitation de haies</p> <p>Certains végétaux abattus ont été gardés en tas pour servir d'habitat.</p> <p>Une mare a été construite au niveau de la boire torse pour les brochets et les batraciens (2 mares réalisées au lieu de 4 car le niveau de la Loire est très bas).</p> <p>4 hibernaculum étaient demandés dans l'AP ; ils n'ont pas encore été implantés car leur localisation (en dehors d'une zone inondable) n'a pas été définie.</p> <p>Un plan de gestion a été créé en 2020 sur 5 ans, il est renouvelé.</p> <p>La LPO considère que les moyens alloués par Galliance sont corrects et permettent une bonne continuité du suivi.</p> <p>Site de Mésanger :</p> <p>Le suivi n'est pas réalisé par la LPO mais par un bureau d'études. Le suivi est prévu en 2023.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 27 : Installations à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Capacités d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération)</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des EIPS établie par le prestataire : vérification en mai 2023 (soupapes de sécurité et pressostats) - fiche d'intervention de contrôle d'étanchéité du 17/11/2023 : pas de fuite - vérification des installations fixes de détection de gaz NH3 (22/06/2023) - liste des équipements sous pression (point ne relevant pas de la réglementation des ICPE)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Prescriptions Sécheresse AP site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse AP site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription sécheresse de l'AP du site – Toute prescription applicable, notamment par l'atteinte des différents seuils entraînant des mesures de restrictions, relative à la gestion d'un épisode de sécheresse</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site a produit une étude technico-économique visant à la réduction des consommations d'eau (rapport du 16/12/2020) et a fait l'objet de prescriptions spécifiques à ce sujet dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 09 février 2020 (article 4.2.3 et 4.2.4).</p> <p>Il est à noter que le site ne peut pas réduire significativement sa consommation d'eau de manière ponctuelle sans diminuer voire cesser son activité, ses efforts de réduction d'eau portent donc principalement sur la réduction d'eau pérenne.</p> <p>Installations de vannes en 2023 réglées pour avoir toujours le même débit quel que soit l'opérateur : elles ont permis de revenir à la consommation de 11l/tête (test de réglages tracés pour mesurer l'impact à la fois sur les consommations et sur la qualité des produits)</p> <p>+ suivi des consommations par poste permettant de détecter les éventuelles dérives.</p>

Action à venir sur le pilotage et la remontée de données (relevés automatiques avec alerte très rapide sur les dérives) : travail en cours avec un prestataire + travail sur l'implantation des compteurs sur le terrain (définition des besoins faite – analyse technico-économique en cours)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental
Prescription contrôlée : Toute prescription relative à la sécheresse selon les différents seuils déclenchement des restrictions
Constats : L'inspection ayant lieu hors période d'alerte, elle a porté sur les mesures pérennes. Le site n'a pas pris de mesure spécifique en période de sécheresse (outil en rodage en 2023 après son démarrage fin 2022).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Arrêt des prélèvements
Prescription contrôlée : Arrêt partiel ou temporaire des prélèvement sur décision du Préfet
Constats : Comme pour tout autre site, en cas de nécessité, celui de Galliance pourrait faire l'objet d'un arrêt temporaire sur décision préfectorale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Autorisation de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Prescription contrôlée : Toute prescription relative aux niveaux de consommation
Constats : Le site est alimenté en eau exclusivement par le réseau public.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 4.4.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volumes rejetés
Prescription contrôlée : Prescription relative au volume rejeté
Constats : Volumes journaliers transmis pour toute l'année 2023 : plusieurs dépassements de la valeur maximale journalière (800 m ³ /j en période normale et 900 m ³ /j en période festive) sont constatés dont certains en période de sécheresse (valeurs relevées en août et septembre 2023).

A chaque dépassement constaté LVA alerte Galliance. Les explications données à LVA sont reprises dans GIDAF (problème de vanne, lots positifs nécessitant un nettoyage plus poussé, incident sur certains équipements (transport des viscères)...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/02/2021, article 2.71

Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an

Constats :

Déclaration GEREP transmise pour 2022 (ancien abattoir+nouveau)

Type de suites proposées : Sans suite